DGRIS
Direction générale des relations internationales et de la stratégie
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

ETUDE PROSPECTIVE ET STRATEGIQUE

Impact de la baisse du prix du pétrole sur les pays producteurs d'Afrique équatoriale (Cameroun, Congo-Brazzaville, Gabon et Guinée équatoriale)

25 septembre 2015

N° CHORUS : 2013 1050 101741 – EJ 1600018500



Observatoire pluriannuel des enjeux sociopolitiques et sécuritaires en Afrique Équatoriale et dans les îles du golfe de Guinée – OBS 2011-54

GRIP

Le ministère de la Défense fait régulièrement appel à des études externalisées auprès d'instituts de recherche privés, selon une approche géographique ou sectorielle, visant à compléter son expertise interne. Ces relations contractuelles s'inscrivent dans le développement de la démarche prospective de défense qui, comme le souligne le dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, « *doit pouvoir s'appuyer sur une réflexion stratégique indépendante, pluridisciplinaire, originale, intégrant la recherche universitaire comme celle des instituts spécialisés* ».

Une grande partie de ces études sont rendues publiques et mises à disposition sur le site du ministère de la Défense. Dans le cas d'une étude publiée de manière parcellaire, la Direction générale des relations internationales et de la stratégie peut être contactée pour plus d'informations.

AVERTISSEMENT : Les propos énoncés dans les études et observatoires ne sauraient engager la responsabilité de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou de l'organisme pilote de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère de la Défense.

SOMMAIRE

1. EFFONDREMENT DU PRIX DU PÉTROLE DEPUIS JUIN 2014 4

1.1 Contexte 4

1.2. Raisons de la baisse du prix du pétrole 4

1.3. Perspectives sur l'évolution du prix du pétrole 6

2. IMPACT SUR LES PAYS PRODUCTEURS D'AFRIQUE ÉQUATORIALE 7

2.1 Une forte dépendance envers les revenus pétroliers 7

2.2 D'ambitieux plans de développement financés par le pétrole 9

2.3 Croissance en net recul 9

2.4 Déficits budgétaires et endettement en nette hausse 10

2.5 Risque inflationniste et baisse des subventions aux carburants 11

3. ANALYSE PAR PAYS 12

3.1 Cameroun 12

3.2 Congo-Brazzaville 15

3.3 Gabon 18

3.4 Guinée équatoriale 24

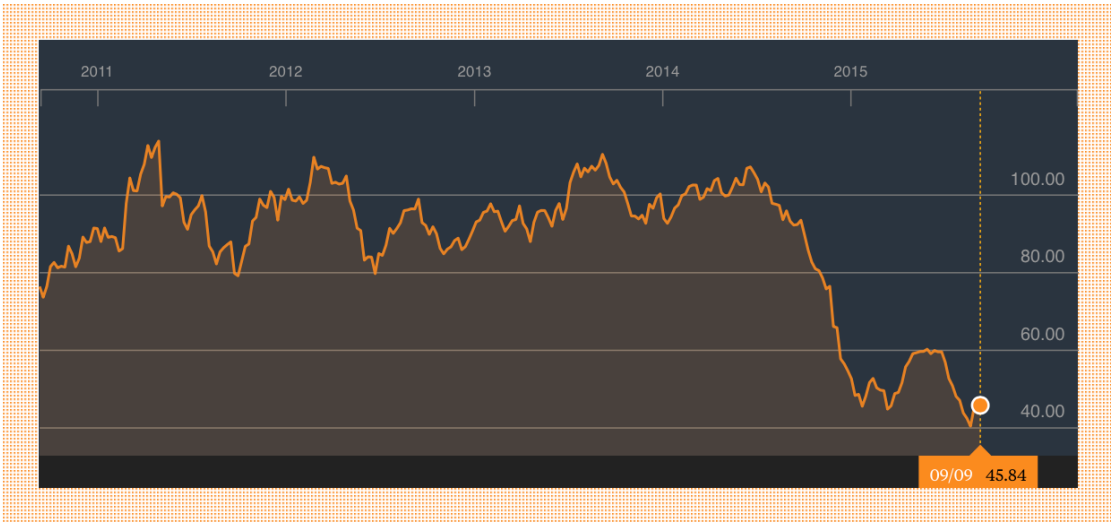
CONCLUSION 27

1. Effondrement du prix du pétrole depuis juin 2014

1.1 Contexte

Après avoir oscillé plusieurs années entre 80 et 110 USD/baril, le prix du pétrole brut a commencé à fortement baisser au second semestre 2014[1]. Après une légère remontée au printemps 2015 (60 USD/baril en mai), due essentiellement à la hausse saisonnière de la demande américaine (la « *driving season* » d'avril à septembre, pendant laquelle les Américains utilisent massivement leur voiture pour voyager), le prix est reparti à la baisse à la fin de l'été. Le WTI est tombé sous la barre des 40 USD/baril fin août 2015. Il s'établissait à 45 USD/baril le 9 septembre 2015[2].

Évolution du prix du pétrole brut (WTI) : Septembre 2010–Septembre 2015



Source : Bloomberg.com

1.2. Raisons de la baisse du prix du pétrole

Cette baisse, qui n'avait pas été anticipée par les analystes des marchés, s'explique avant tout par des raisons structurelles, à commencer par la surabondance de l'offre par rapport à la demande. On assiste premièrement à une stagnation, voire une baisse de la demande globale, due au ralentissement de l'économie globale, et en particulier de celles de la Chine et des autres pays émergents (Brésil, Inde, etc.), qui poussaient jusqu'à présent la consommation de pétrole à la hausse.

La faible croissance économique en Europe, où la crise financière et les politiques d'austérité budgétaire plombent l'activité économique, est également un facteur aggravant.

1. Sur le marché américain, le *West Texas Intermediate* (WTI) côté au *New York Mercantile Exchange* (NYMEX, la bourse des matières premières de la place financière de New York) et dont le prix sert de référence pour la fixation du prix du brut est ainsi passé de 107 USD/baril fin juin 2014 à 45 USD/baril en janvier 2015.
2. La tendance est similaire pour les autres bruts côtés, à l'instar du Brent de la mer du Nord côté à Londres.

Deuxièmement, le niveau de l'offre globale de pétrole reste élevé, en raison de la hausse importante de la production aux États-Unis (de 6,8 millions de barils par jour (Mb/j) en 2006 à 11,6 Mb/j en 2014), essentiellement grâce à l'exploitation de gisements de pétrole non conventionnel (pétrole de schiste en particulier). Le Canada présente une situation similaire : hausse de la production de 3,2 Mb/j en 2009 à 4,3 Mb/j en 2014, également grâce au pétrole non conventionnel (sables bitumineux). La production s'est aussi maintenue à un niveau plus élevé que prévu dans des pays comme l'Irak et la Libye, malgré leur instabilité politique.

Troisièmement, la stratégie délibérée de l'Arabie saoudite de ne pas réduire sa production pour soutenir les prix explique également leur effondrement. Alors que le pays joue traditionnellement le rôle de « *swing supplier* », ajustant sa production pour maintenir un certain équilibre entre l'offre et la demande afin de stabiliser le prix à un niveau souhaité (soit entre 80 et 100 USD/baril depuis plusieurs années), l'Arabie saoudite a clairement opté pour une stratégie de maintien de ses parts de marché au détriment du prix[3]. L'une des raisons de cette stratégie est la volonté des Saoudiens de pousser hors du marché les producteurs américains (et plus généralement les producteurs non-OPEP) dont les coûts de production (parfois jusqu'à 60 USD/baril) sont très supérieurs à ceux des pays de l'OPEP mais qui ont largement profité du maintien des prix élevés (grâce aux politiques de limitation de la production de l'Arabie saoudite) pour développer leur production et ainsi « inonder » le marché. Cette stratégie avait déjà été suivie par l'Arabie saoudite en 1986 pour évincer du marché les nouveaux producteurs de l'époque (en Mer du Nord, en Alaska…) qui profitaient des hausses du prix du pétrole dues aux chocs pétroliers (1973 et 1979) et à la mise en place de quotas de production au sein de l'OPEP (1982) pour développer leur production dont les coûts étaient beaucoup plus élevés que ceux des pays de l'OPEP. Si cette stratégie avait certes permis à l'Arabie saoudite de partiellement restaurer ses parts de marché, elle n'avait cependant pas réussi à forcer les compagnies à désinvestir de ces zones. Au contraire, celles-ci avaient redoublé d'effort pour faire baisser leurs coûts de production afin de rester compétitifs. Un scénario comparable n'est pas à exclure aujourd'hui : les producteurs américains sont certes financièrement affectés par la chute actuelle des cours mais la production s'est néanmoins maintenue au 1er semestre 2015, grâce aux efforts de rationalisation des coûts.

Enfin, la financiarisation du marché pétrolier joue probablement aussi un rôle dans l'ampleur de la chute du prix du pétrole : alors que le pétrole est devenu un actif « comme les autres » pour les opérateurs financiers, les évolutions du prix du pétrole (à la hausse comme à la baisse) sont fortement amplifiées par des facteurs non liés à l'équilibre entre l'offre et la demande de pétrole. Ainsi, la hausse du dollar sur le marché des changes tend à pousser le prix du pétrole à la baisse, sans lien avec les fondamentaux du marché pétrolier : le pétrole étant côté en dollar, le cours du brut est inversement corrélé à l'évolution de la devise américaine (lorsque le dollar monte, le pétrole baisse et vice versa).

3. À plusieurs reprises au cours de ces derniers mois, l'Arabie saoudite (et, au-delà, l'OPEP) a réaffirmé son refus de baisser sa production (maintien du plafond de production de l'OPEP à 30 Mb/j acté en novembre 2014 puis à nouveau en juin 2015 ; à noter que la production de l'OPEP est en réalité estimée à 31,5 Mb/j, soit au-dessus du plafond officiel).

1.3. Perspectives sur l'évolution du prix du pétrole

L'évolution future du prix du pétrole dépend avant tout de la politique qui sera suivie par l'Arabie saoudite. À l'heure actuelle, le marché semble anticiper le maintien de la stratégie actuelle (regain des parts de marché au détriment du prix), du moins tant qu'aucun accord ne sera passé entre l'OPEP et les grands producteurs hors OPEP (Russie, Mexique, Kazakhstan, Norvège, etc.) pour une baisse concertée de l'offre. Même si un tel accord a déjà eu lieu par le passé (en 1999, lorsque le prix était tombé à 10 USD/b), il semble, à court terme, peu envisageable.

Aux États-Unis, contrairement à ce qui avait été anticipé, la chute brutale des prix du pétrole n'a pas (encore) entrainé de baisse significative de la production, pas même de celle de pétrole de schiste. La plupart des producteurs ont certes commencé à restreindre leurs investissements, mais l'essentiel de l'effort porte sur la baisse des coûts de production via des améliorations technologiques. Les producteurs américains de pétrole de schiste font preuve, depuis un an, d'une remarquable capacité de résilience, mettant à mal la stratégie saoudienne de purge du marché. La production américaine a ainsi augmenté de 7 % entre juin 2014 et juin 2015 selon les chiffres de l'agence américaine de l'énergie (*Energy Information Administration*, EIA). De plus, certains producteurs non-OPEP enregistrent également des hausses de leur production (Russie, Malaisie, Colombie, Chine, Vietnam…). Les opérateurs de marché anticipent par ailleurs l'augmentation de la production que devrait induire le retour de l'Iran (4e plus grandes réserves du monde), sur un marché déjà en surcapacité, après la signature de l'accord sur le nucléaire en juin dernier[4].

Comme, en parallèle, aucune reprise de l'économie mondiale (en particulier chinoise) ne semble se dessiner à l'heure actuelle, la plupart des analystes estiment qu'une remontée de la demande globale de pétrole paraît peu probable à court terme et que la surabondance de l'offre devrait ainsi demeurer sur le marché du pétrole pendant encore plusieurs mois. Selon le FMI (IMF *Staff Discussion Note*, « *Global Implications of Lower Oil Prices* », juin 2015), le prix devrait demeurer au niveau atteint début 2015 (soit autour de 60 USD/baril) jusqu'en 2020, même si d'importantes fluctuations sont à prévoir. Ce n'est qu'à plus long terme (au-delà de 5 ans) que le prix pourrait recommencer à monter de manière structurelle, même si, comme le reconnaît le FMI, les incertitudes sont nombreuses (de fait, ni le FMI, ni la plupart des analystes n'avaient anticipé l'actuelle baisse des cours).

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié des prévisions similaires dans une note parue en août dernier (« *Oil Market Report* », 12 août 2015). Selon elle, le surplus de pétrole sur les marchés mondiaux restera approximativement autour de 1,5 Mb/j (soit l'équivalent du dépassement de production de l'OPEP par rapport à son quota officiel) jusqu'en 2016, à moins que la production ne se

4. À noter néanmoins que cet accord entre l'Iran et la communauté internationale, préalable à la levée des sanctions (américaines et européennes) frappant l'Iran et qui ont fortement handicapé sa production de pétrole ces dernières années, ne devrait pas permettre une hausse significative de la production iranienne avant, au plus tôt, la fin de l'année 2016.

réduise, mais aucun signe ne va en ce sens[5]. L'OPEP se décidant à l'unanimité, le statu quo semble prévaloir en matière de production, avec la poursuite de la baisse du prix qui en résulte.

Logiquement, le prix du pétrole devrait néanmoins commencer à remonter d'ici quelques années. Sur le moyen terme (entre 3 et 5 ans), le marché du pétrole est cyclique. Lorsque le prix baisse, les investissements ralentissent, ce qui se traduit, au bout de quelques années, par une baisse des capacités de production, laquelle entraîne une baisse de l'offre et donc une hausse du prix. Toutes les grandes compagnies internationales ont d'ores et déjà commencé à réduire leurs investissements (report des décisions d'investir, choix plus sélectif des projets, etc.), d'autant que les marchés financiers se montrent réticents à financer tout nouveau projet. On estime que ces entreprises vont diminuer de 10 à 15 % leurs dépenses d'exploration et de production au niveau mondial pour s'adapter à la moindre rentabilité du baril de pétrole[6]. En conséquence, le prix du pétrole devrait donc, de manière mécanique, remonter dans quelques années si aucun événement (géopolitique par exemple) ne vient d'ici-là changer l'équilibre entre l'offre et la demande.

2. Impact sur les pays producteurs[7] d'Afrique équatoriale

2.1 Une forte dépendance envers les revenus pétroliers

Le premier impact de la chute du prix du pétrole sur les pays producteurs d'Afrique équatoriale concerne, fort logiquement, la baisse des revenus tirés de la production pétrolière. L'ampleur de ce recul et son effet sur le PIB varient cependant beaucoup en fonction du degré de dépendance des économies nationales à l'égard des activités pétrolières et des revenus que l'État en tire. Or, à l'exception du Cameroun dont la production de pétrole est limitée, le marché intérieur plus large et l'économie plus diversifiée, les pays de la sous-région sont extrêmement dépendants des recettes pétrolières, conséquences d'une faible diversification de l'économie.

Si le pétrole contribue pour moins de 10 % du PIB du Cameroun, ce taux s'élève à 85 % pour la Guinée équatoriale, à environ 50 % pour le Congo-Brazzaville et à peine moins (45 %) pour le Gabon.

---

5. Comme le note Francis Perrin, ancien rédacteur en chef de *Pétrole et Gaz Arabes*, « *Pour l'instant, l'Arabie saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis, qui peuvent faire le gros dos avec leurs réserves financières considérables, jugent préférable de laisser le marché trouver seul son point d'équilibre, à la différence de l'Iran, du Venezuela ou de l'Algérie, qui souhaiteraient plus de volontarisme* ». « Quand l'or noir rebat les cartes des nations », *Jeune Afrique*, 2 février 2015.
6. « Pétrole : le brut se fixe sous 50 dollars à New York », *Jeune Afrique*, 7 janvier 2015.
7. Comme le répète le FMI à longueur de rapports, la qualité des données financières et des indicateurs économiques dans les pays de la CEMAC est, faute d'outils de collecte et de traitement de l'information adéquats, très faible et leur validité sujette à caution. Le manque de transparence, y compris volontaire, de la part des États, est systématiquement pointé du doigt, surtout pour le Gabon et la Guinée équatoriale. Il importe donc d'être prudent dans l'interprétation des chiffres cités (issus pour la plupart des publications du FMI, de la Banque africaine de développement (BAfD) et de la Banque mondiale), qui permettent plus d'indiquer une tendance ou un ordre de grandeur que de dresser un état des lieux précis.

Le constat de dépendance est également flagrant à la lecture des chiffres de la part des revenus pétroliers dans le budget des États (entre la moitié et les trois quarts pour les trois pays les plus dépendants) ou dans les recettes d'exportation (jusqu'à 90 % dans le cas de la Guinée équatoriale). Alors que la contribution de ces pays à la production pétrolière mondiale est négligeable (moins de 1 % à eux 4), le pétrole représente une ressource tout à fait vitale pour l'économie de ces pays.

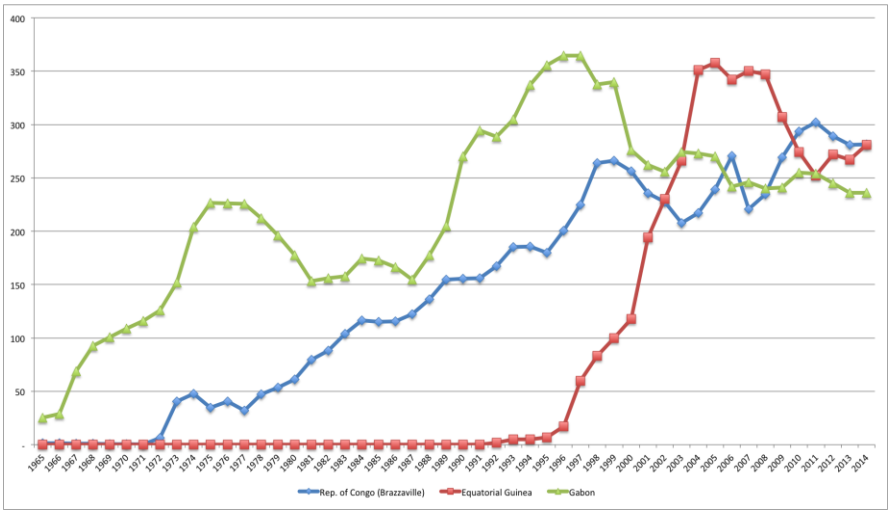
Part du pétrole dans le PIB, le budget et les exportations (2014) – population et production pétrolière

	PIB	***Budget***	***Exportations***	***Population (millions hab.)***	***Prod. pétrolière (millier b/j)***
Cameroun	*10 %*	*20 %*	*50 %*	*23*	*75*
Congo	*50 %*	*75 %*	*80 %*	*4,5*	*281*
Gabon	*45 %*	*50 %*	*70 %*	*1,7*	*236*
Guinée éq.	*85 %*	*85 %*	*90 %*	*0,8*	*281*

Sources : FMI ; Banque mondiale ; BP Statistical Review of World Energy

Pour ne rien arranger, la production du brut de ces quatre pays ne cesse de baisser en tendance générale. Le recul est d'environ 7 % au Congo et au Gabon sur les cinq dernières années ; il dépasse les 20 % en Guinée équatoriale sur la période allant de 2005 (date du pic de production) à 2014. Le Gabon a perdu plus du tiers de sa production depuis 1997, année du pic de production[8]. Cette situation ne devrait pas s'arranger car à la suite de la baisse du prix du pétrole sur le marché mondial, de nombreuses compagnies sont dorénavant réticentes à investir pour développer de nouvelles capacités de production ou même simplement maintenir le débit des champs en déclin naturel. Le Congo fait exception avec la mise en production attendue dans les prochaines années de gisements importants opérés par des Majors pétrolières (champs de Moho Nord par Total en 2016 notamment).

Évolution de la production pétrolière 1965-2014 (millier b/j)



Source : BP Statistical Review of World Energy, juin 2015

8. BP Statistical Review of Wold Energy, juin 2015.

2.2 D'ambitieux plans de développement financés par le pétrole

L'effondrement actuel du prix du pétrole survient alors que la plupart des États de la zone se sont engagés dans des stratégies de diversification de leurs économies à travers des plans pluriannuels (10 à 15 ans) de développement. Ces programmes prévoient tous de substantiels investissements publics dans des grands projets d'infrastructure et dans le domaine social (santé, éducation…). Étant donné la structure financière de ces pays et, sauf pour le Cameroun, la forte dépendance budgétaire envers les revenus pétroliers, c'est avant tout grâce au pétrole que ces plans sont financés.

Des inquiétudes s'expriment donc de manière de plus en plus nette sur la capacité des différents gouvernements à poursuivre dans cette voie si le cours du pétrole s'établit durablement à des niveaux bas. De fait, la folie bâtisseuse qu'ont connue la plupart de ces pays au cours des dernières années semble s'estomper depuis le début de l'année 2015. Partout, de nombreux grands projets d'infrastructure routière, industrielle ou immobilière subissent un net ralentissement, quand ils ne sont pas simplement à l'arrêt. Le secteur de la construction, l'un des principaux secteurs d'activité en dehors des hydrocarbures, est la première victime de cette situation et de nombreuses entreprises, locales ou étrangères, ont d'ores et déjà dû cesser ou réduire leurs activités en raison des retards de paiement des États[9].

L'impact de la baisse du prix du pétrole est d'autant plus douloureux que tous les gouvernements avaient, pour la constitution de leur budget 2015, généralement anticipé un prix de référence du pétrole près de deux fois plus élevé que ce qu'il a été sur les huit premiers mois de l'année.

Ainsi le Cameroun anticipait pour l'année 2015 un prix moyen du baril de 89 USD, le Congo Brazzaville de 95 USD et le Gabon de 97 USD. À l'époque, le FMI prévoyait un prix moyen du baril à 99 dollars. À part le Cameroun, tous les pays ont, au cours du premier semestre 2015, révisé à la baisse le prix budgétaire du pétrole (c'est-à-dire le prix du pétrole retenu comme hypothèse par les pays pour élaborer leur budget) pour tenir compte de la tendance baissière.

2.3 Croissance en net recul

Conséquence logique, la croissance des pays de la région est appelée à fortement ralentir en 2015 et dans les années à venir. Alors que la poursuite des dépenses publiques a permis de maintenir une croissance relativement élevée en 2014, le FMI estime que l'impact de l'effondrement du prix du pétrole se fera surtout sentir en 2015, avec une baisse importante du taux de croissance en raison de la baisse des investissements publics[10]. Ainsi, après avoir atteint 4,9 % en 2014 (contre 5,6 % initialement attendus, un niveau déjà en recul par rapport aux prévisions précédentes), la croissance de la zone CEMAC sera probablement moitié moindre cette année. Alors qu'en mars la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) prévoyait encore que la croissance de l'ensemble de la CEMAC serait de 4,2 % cette année, elle vient de revoir ses prévisions à la baisse et estime qu'elle n'atteindra

9. « Analyse économique : la CEMAC en panne sèche », *Jeune Afrique*, 22 septembre 2015.

10. International Monetary Fund, *Staff Report on Common Policies and Challenges of Member Countries, Central African Economic And Monetary Community (CEMAC)*, 1er juin 2015, p. 4.

finalement que 2,8 %. Ce chiffre est plus optimiste que celui du FMI, qui table dorénavant sur une progression de 2,2 % du PIB régional en 2015[11].

Face à la baisse des recettes pétrolières, tous les pays de la région ont, au cours de l'année 2015, fortement réduit leurs dépenses publiques d'investissement, ce qui aggrave l'effet de ralentissement de l'économie en impactant les secteurs d'activité non pétroliers mais dont le financement dépend en grande partie des recettes pétrolières (construction, etc.). Le Gabon et le Congo ont annoncé des ajustements importants dans les dépenses publiques et le Cameroun devrait suivre. Mais c'est en Guinée équatoriale que le recadrage est le plus sévère : le montant des investissements publics pour l'année 2015 va connaître une chute de près de 60 % par rapport à l'an dernier[12]. De plus, la baisse des investissements étrangers dans le secteur pétrolier de ces pays devrait également avoir un impact négatif sur la croissance dès cette année.

L'effet récessif de ces mesures d'austérité est d'autant plus important qu'en réduisant leurs dépenses d'investissement, les gouvernements menacent la pérennité de nombreuses entreprises locales dont l'activité dépend directement des contrats publics ou du soutien financier de l'État.

Ailleurs dans le monde, certains pays pétroliers sont mieux équipés pour gérer l'ajustement que lors des précédents épisodes de chute des prix du pétrole, grâce à la mise en place de dispositifs de réserve (fonds de stabilisation, etc.) permettant de maintenir leurs efforts budgétaires en période de disette pétrolière. Mais aucun pays producteur de la CEMAC n'est dans ce cas et n'a mis en place un système d'épargne pour prévenir les années de vache maigre. Le Gabon et le Congo ont certes mis en place des fonds souverains alimentés par les recettes pétrolières. Mais il s'agit là de fonds d'investissement qui ne sont pas destinés à servir d'instrument de lissage des variations des cours du brut.

2.4 Déficits budgétaires et endettement en nette hausse

Malgré les mesures (prises ou annoncées) de limitation des dépenses publiques, tous les pays enregistrent un creusement important de leurs déficits jumeaux (déficits budgétaire et de la balance commerciale). Au niveau régional (CEMAC), le déficit budgétaire s'est établi à 5,2 % du PIB en 2014 et devrait continuer de se détériorer en 2015 et atteindre 6,8 % du PIB, selon le FMI. De son côté, le déficit extérieur courant, qui était de 3,5 % en 2014, pourrait grimper jusqu'à 8,4 % cette année, en raison à la fois de la baisse des exportations de pétrole et du niveau des importations qui reste élevé. Ce choc fiscal est d'autant plus difficile à amortir que cette augmentation des déficits intervient alors que tous les pays – à part le Congo qui présentait en 2013 un solde budgétaire positif – étaient déjà en situation de déficit budgétaire avant même la chute des cours du pétrole : 3 % pour le Gabon, 4 % pour le Cameroun et 5 % pour la Guinée équatoriale pour l'année 2013[13].

11. « Analyse économique : la CEMAC en panne sèche », *Jeune Afrique*, 22 septembre 2015.
12. *Ibidem.*
13. International Monetary Fund, *Staff Report, op. cit*.

Dans tous ces pays, il est à craindre que les gouvernements soient confrontés à des problèmes pour assurer le traitement des fonctionnaires ou les services sociaux essentiels, au risque de créer du mécontentement social. Du coup, les États les moins endettés ont commencé à solliciter les marchés financiers pour se renflouer. C'est le cas du Gabon (dont la dette publique atteignait 27 % du PIB début 2015) qui a émis un *eurobond* de 500 millions de dollars en juin dernier.

De son côté, la Guinée équatoriale a, pour la première fois depuis le démarrage de sa production de pétrole en 1997, demandé à la BEAC de pouvoir bénéficier des fonds (près de 633 millions d'euros) auxquels elle a droit en 2015 au titre des avances statutaires. De manière générale, tous les pays de la zone ont recouru à ce mécanisme au cours du premier semestre 2015, signe que les trésoreries de ces États, y compris celle du Cameroun, sont rentrées dans le rouge[14]. Tous les pays (sauf le Cameroun) ont d'ailleurs subi une dégradation de la note de leur dette souveraine par les agences de notation (*Standard & Poor's*, *Fitch*…).

2.5 Risque inflationniste et baisse des subventions aux carburants

L'une des conséquences sur les pays producteurs, soulignée par le FMI, de la chute du prix du pétrole (et de la hausse concomitante du dollar) est la possible poussée de l'inflation, étant donnée la dépendance aux importations de ces pays (une situation classique de pays rentiers à l'économie peu diversifiée)[15]. Le taux d'inflation est d'ores et déjà passé de 2 % à près de 4 % entre 2013 et 2014 sur l'ensemble de la CEMAC. Celle-ci devrait cependant rester modérée en 2015 (autour de 3 % selon les projections actualisées de la BEAC), grâce en grande partie à l'appartenance de ces pays à la zone franc, qui réduit le risque monétaire[16]. L'augmentation des prix des produits de consommation courante (en particulier les produits alimentaires) est une donnée à surveiller dans l'ensemble de ces pays car elle affecte directement les populations et peut être une raison de mécontentement populaire.

Cette question de la hausse du coût de la vie est liée à celle, cruciale, des subventions aux carburants qui existent dans tous ces pays. Pour compenser la baisse du prix du pétrole et faire face à l'envolée des déficits budgétaires, le FMI et les autres institutions financières internationales (BAfD, etc.) pressent les gouvernements d'abolir (ou du moins de fortement limiter) les programmes de subvention aux carburants. Même si cette suppression (partielle) des subventions est en partie amortie par la baisse du prix du brut, elle finira inévitablement par affecter la population, avec le risque de générer une grogne populaire considérable (comme cela s'est vu par exemple lors des récentes tentatives de suppression des subventions au Nigeria).

14. « Analyse économique : la CEMAC en panne sèche », *Jeune Afrique*, 22 septembre 2015.
15. Fonds monétaire international (FMI), « Sept questions sur la chute récente des cours du pétrole », 22 décembre 2014.
16. « La baisse des cours du pétrole ralentit la croissance de la zone CEMAC », *Jeune Afrique*, 22 décembre 2014.

3. Analyse par pays

3.1 Cameroun

Budget et endettement

Pays le moins dépendant du pétrole (10 % du PIB, 20 % du budget de l'État) parmi les quatre pays étudiés, le Cameroun est également celui qui semble le moins affecté par la chute du prix du pétrole, même si le ralentissement économique dans toute la sous-région (vers laquelle le Cameroun, considéré comme le grenier de la région, exporte sa production agricole) pourrait finir par impacter l'économie camerounaise. Le pays a enregistré un taux de croissance de 5 % en 2014 (contre 5,5 % en 2013), croissance soutenue par le dynamisme de la consommation intérieure (le Cameroun se distingue des autres pays de la CEMAC par l'importance de son marché intérieur : 22 millions d'habitants)[17].

Début 2015, la plupart des institutions internationales dont le FMI estimaient que la croissance économique du Cameroun ne devrait pas être affectée dans l'immédiat par la chute du prix du pétrole. Ainsi, dans sa publication de juin 2015, le FMI prévoit que la croissance restera proche de 5 % par an jusqu'en 2020 compte tenu du maintien annoncé des dépenses publiques[18]. Ces prévisions de croissance optimistes se basent sur l'hypothèse de la poursuite des grands chantiers d'infrastructures lancés dans le cadre du Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) 2010-2020 et de l'augmentation de la production des industries extractives grâce à l'adoption d'un nouveau code minier plus incitatif[19].

Cette perspective relativement optimiste semble néanmoins déjà devoir être révisée par les premiers chiffres disponibles pour le premier trimestre 2015, au cours duquel l'activité économique au Cameroun a connu un recul d'environ 1 %, en raison notamment d'une chute de plus de 15 % des activités dans le domaine des bâtiments et des travaux publics[20]. Ce net ralentissement de l'économie camerounaise s'explique en partie par le retard pris dans les engagements du budget de l'État, à cause de l'absence de loi de finance rectificative prenant en compte le financement du plan d'urgence annoncé début 2015 et permettant de couvrir le déficit budgétaire induit de la baisse des prix du pétrole brut. À noter que le Cameroun doit par ailleurs faire face, depuis quelques années, à un accroissement des dépenses de sécurité et humanitaires en raison des crises au Nigeria et en RCA, liées notamment à la menace du groupe islamiste radical nigérian Boko Haram, (devenu État islamique en Afrique de l'Ouest) actif dans la région Nord du pays.

17. International Monetary Fund, *Staff Report, op. cit*., p. 23.

18. *Ibidem.*

19. Richard A. Doffonsou, Lisa S. Singh et Denis L. Tankoua, *Perspectives économiques en Afrique. Cameroun 2015*, Banque africaine de développement (BAfD), Centre de développement de l'OCDE et Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 2015, p. 5.

20. « Le Cameroun a connu une décroissance de 1,1 % au cours du premier trimestre 2015 », *Agence EcoFin*, 10 août 2015.

Le gouvernement n'ayant jusqu'à présent pas préparé de révision budgétaire pour 2015, le prix de référence du pétrole (qui sert à calculer les revenus que percevra l'État) est toujours estimé à 89 USD/baril, soit près du double de son niveau moyen sur les huit premiers mois de l'année. Les dépenses prévues restant également inchangées à un niveau que le FMI qualifie « *d'élevé* », il faut s'attendre à un creusement important du déficit budgétaire (6 % prévu en 2015) et à une hausse rapide de l'endettement de l'État[21]. La dette publique du Cameroun, composée à 75 % de dette extérieure, représentait 18 % du PIB en 2013[22]. Elle devrait s'établir à 30 % en 2015 et pourrait dépasser 40 % en 2020 selon le FMI[23].

Sans une (hypothétique) remontée du prix du pétrole, la situation n'est évidemment pas durable et imposera, tôt ou tard, des coupes sombres dans les dépenses (notamment celles de personnel, qui représentent un quart du budget de l'État, ou celle des secteurs sociaux, 20 %), avec des conséquences sociales (et donc politiques) potentiellement importantes[24]. Dès à présent, l'impact de la chute du pétrole commence à se faire sentir puisque la décroissance du premier trimestre a touché des secteurs qui emploient une main d'œuvre importante. De plus, le financement du déficit budgétaire ou des besoins de trésorerie de l'État sur le marché financier pourrait rapidement exercer un effet d'éviction sur le financement du secteur privé, et entraîner des difficultés de financement pour les entreprises privées camerounaises, alors que le secteur privé camerounais s'affiche comme le plus diversifié et le plus dynamique de la zone CEMAC.

Secteur pétrolier

En 2014, la perte des revenus pétroliers liés à la chute des cours du brut a été en partie compensée par une contraction équivalente des subsides aux carburants, dont certains ont été significativement réduits. Les subventions sur les produits pétroliers représentaient 20 % des dépenses courantes et 3,3 % du PIB en 2013[25].

Le gouvernement espère également pouvoir compenser la perte des revenus pétroliers par une hausse de la production grâce à l'amélioration escomptée des rendements des puits existants (champs de Rio Del Rey) et à l'entrée en activité de nouveaux gisements (M'via, Dissoni).

Après avoir baissé de manière quasi continue depuis le pic atteint en 1986 (182 000 b/j), la production de pétrole du Cameroun s'était stabilisée autour des 60 000 b/j depuis quelques années. Cette baisse tendancielle de la production a d'ailleurs convaincu les principales Majors actives à l'époque (Total et Shell) de laisser place à des juniors pétrolières comme Perenco (qui a racheté les actifs de Total), Addax (filiale du chinois Sinopec depuis 2009) ou Glencore. Pourtant, la production est récemment repartie à la hausse et aurait même, selon la compagnie pétrolière publique camerounaise (la Société nationale des hydrocarbures, SNH), dépassé les 100 000 b/j au

21. International Monetary Fund, *Staff Report, op. cit*., p. 27.
22. *Perspectives économiques en Afrique, Cameroun 2015, op. cit.,* p. 7.
23. International Monetary Fund, *Staff Report, op. cit*., p. 29.
24. *Perspectives économiques en Afrique, Cameroun 2015, op. cit.* p. 4.
25. *Perspectives économiques en Afrique, Cameroun 2015, op. cit.,* p. 8.

premier trimestre 2015. La SNH prévoit que la production devrait atteindre 150 000 b/j en 2016 et même continuer à augmenter par la suite[26].

Il est cependant loin d'être certain que la production de pétrole augmente autant qu'annoncé en raison de la réduction des investissements de la part des compagnies pétrolières. Tous les projets lancés ou envisagés avant la chute des cours du pétrole n'aboutiront à l'évidence pas puisque la chute du prix a considérablement réduit la rentabilité de ces projets. Les chiffres de production disponibles sont d'ailleurs contradictoires.

On peut ainsi lire dans l'édition 2015 consacrée au Cameroun de l'*African Economic Outlook* publié par la Banque africaine de développement en collaboration avec l'OCDE et le PNUD que la production pétrolière du Cameroun a chuté de 16 % en 2014 à environ 55 000 b/j en raison de la baisse des investissements dans le secteur[27].

Selon la même source, l'extraction gazière, qui avait débuté en 2013 avec une production d'environ 150 millions de m^3, a en revanche connu en 2014 une hausse de plus de 50 %, à 235 millions de m^3. Le gaz (notamment du gisement de Sanaga Sud) alimente la centrale électrique de Kribi et plusieurs entreprises industrielles de Douala ; il n'est donc pas exporté et ne fournit pas de rentrées fiscales importantes pour l'État.

Clivages sociaux et régionaux

Le Cameroun a renoué depuis quelques années avec la planification à long terme à travers le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) 2010-2020, dont l'objectif est de faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035. Ce plan a établi des stratégies sectorielles dans les domaines de la santé et de l'éducation, qui bénéficient de 20 % du budget de l'État, et prévoit la réalisation de grands projets d'infrastructures routières, portuaires, immobilières ou encore dans l'énergie et les technologies de l'information et de la communication[28]. Grâce aux investissements publics massifs, le Cameroun a connu une croissance soutenue au cours des cinq dernières années (autour de 4,5 % par an en moyenne)[29].

Pourtant, la croissance économique observée n'a pas provoqué une réduction significative de la pauvreté, et la plupart des indicateurs sociaux sont restés inchangés[30]. Malgré les ressources importantes officiellement consacrées au financement des secteurs de l'éducation et de la santé, le rythme des progrès ne permettra pas au Cameroun d'atteindre (voire même d'approcher) la plupart des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Les tensions latentes et le sentiment d'exclusion de diverses communautés régionales sont par ailleurs exacerbés par les bouleversements engendrés par les grands projets d'infrastructures comme

26. « Le Cameroun repasse au-dessus des 100 000 barils par jour », *Jeune Afrique*, 4 juin 2015.
27. *Perspectives économiques en Afrique, Cameroun 2015, op. cit.,* p. 3.
28. *Ibid.* p. 11.
29. *Ibid.* p. 4.
30. *Ibid.* p. 12.

le barrage de Lom Pangar, celui de Memve'elé ou le port en eau profonde de Kribi. Tous ces projets suscitent souvent des tensions liées à l'indemnisation des populations affectées par ces chantiers. Surtout, comme le souligne l'*African Economic Outlook*, « *au-delà de leurs effets bénéfiques en termes d'aménagement du territoire et de développement, ces projets exercent une forte pression sur les terres arables et une mutation de la propriété du capital productif dans les zones rurales.*

Ces mutations sont lourdes de menaces pour le maintien de la paix et de la cohésion sociale », alors que les pôles urbains de croissance des environs de Yaoundé et de Douala ne suffisent pas à fournir des emplois décents aux populations issues de l'exode rural[31].

De plus, l'urbanisation accélérée que connaît le pays entraîne la raréfaction des terres arables et de pâturages dans les périphéries urbaines et un accaparement des terres arables par les élites urbaines au détriment de petits exploitants ruraux. S'y ajoute la présence grandissante de grands groupes ou de multinationales à la recherche de vastes surfaces arables, comme par exemple la compagnie américaine *Heracles Farm* qui a obtenu, en novembre 2013, une concession de 20 000 hectares dans le sud-ouest du pays pour exploiter l'huile de palme[32].

Le Cameroun est enfin confronté à une montée des sentiments d'exclusion dans certaines régions. Dans les régions Nord, Extrême-Nord, Littoral et Ouest, le ressentiment est souvent fort envers les populations originaires des régions du Centre et du Sud accusées d'être surreprésentées dans les hautes administrations publique et privée, et de bénéficier de chasses gardées dans les marchés publics. La montée des sentiments d'exclusion et la cohabitation circonstancielle de populations hétérogènes peuvent exacerber les tensions latentes.

3.2 Congo-Brazzaville

Des perspectives pétrolières positives

Très dépendant des revenus pétroliers (50 % du PIB, 75 % du budget), le Congo a enregistré un taux de croissance de près de 7 % en 2014 (contre 3,3 % en 2013), grâce au léger rebond de la production pétrolière et aux bonnes performances du secteur non pétrolier soutenu par la poursuite des investissements publics. Le FMI prévoit néanmoins une croissance en dents de scie au cours des cinq prochaines années, avec un taux autour de 1 % en 2015 puis entre 2018 et 2020. En 2016 et 2017, la mise en production de nouveaux champs pétroliers *offshore* devrait au contraire booster temporairement la croissance (6,5 et 7 % respectivement)[33].

Au contraire des trois autres pays étudiés, le Congo est en effet le seul qui affiche une perspective de croissance notable de sa production pétrolière, principal moteur de l'économie. Cette production devrait certes reculer cette année après une période baissière de trois ans, en raison des retards

31. *Ibid.* p. 2.

32. *Ibid.* p. 14.

33. International Monetary Fund, *Staff Report, op. cit*., p. 23.

dans la mise en service de nouveaux gisements[34]. Une hausse de la production devrait néanmoins intervenir en 2016 avec la mise en production attendue du champ *offshore* de Moho Nord, opéré par Total en partenariat avec Chevron.

Une dégradation rapide des finances publiques

Prenant acte de la baisse du prix du pétrole, le gouvernement a préparé un budget révisé pour 2015, dans lequel le prix de référence du pétrole est fixé à 55 USD/baril[35]. Officiellement, le gouvernement affiche son intention de s'engager sur la voie de l'ajustement budgétaire dès cette année en limitant certaines dépenses. Ainsi, l'adoption de la loi de finances rectificative de 2015 prévoit une baisse des dépenses publiques de 15 %, qui affectera en particulier le budget du fonds destiné aux investissements dans les infrastructures routières (-30 % prévu), ce qui devrait entraîner le gel de tout nouveau projet voire la suspension de certains projets déjà entamés[36].

Alors que le gouvernement a mis en œuvre, dans le cadre de son Plan national de développement (PND) 2012-2016, des politiques publiques volontaristes visant à accélérer le développement régional et l'aménagement du territoire par la construction de grandes infrastructures (transport, énergie, etc.), le pays connaît un net ralentissement des activités de construction. Nombre de chantiers seraient d'ores et déjà à l'arrêt, faute de moyens de financement de l'État, tandis que de nombreuses entreprises contractantes ne parviennent plus à se faire payer[37].

Mais malgré la baisse sensible des recettes pétrolières, le gouvernement a globalement maintenu l'orientation expansionniste de sa politique budgétaire (par ailleurs plombée par les dépassements des coûts liés à l'organisation des Jeux africains qui se déroulent à Brazzaville en septembre 2015)[38].

Il a affirmé qu'il n'avait pas l'intention de ralentir ses investissements dans le domaine social et qu'il envisageait même d'augmenter les salaires des fonctionnaires[39]. Dans la perspective de l'élection présidentielle de 2016 (et de la révision constitutionnelle qui devrait la précéder), le gouvernement n'envisage pas réellement de couper dans les dépenses qui affectent directement la population.

En conséquence, le déficit budgétaire, qui était de 8,5 % du PIB en 2014, devrait s'élever à environ 10 % en 2015 (avant un retour à l'équilibre prévu en 2017 selon le FMI), et la dette du pays, déjà élevée (40 % du PIB en 2014, contre 20 % en 2010), devrait passer à 55 % en 2015 selon le FMI[40].

---

34. International Monetary Fund, *IMF Executive Board Concludes 2015 Article IV Consultation with the Republic of Congo*, Press Release n° 15/350, 22 juillet 2015.
35. International Monetary Fund, *Staff Report, op. cit*., p. 7.
36. « *Baisse des prix du pétrole exige, le Congo réduit le budget 2015 de son fonds routier* », Agence EcoFin, 4 septembre 2015.
37. « Quand les chantiers de Sassou se lézardent », *La Lettre du Continent*, 5 novembre 2014.
38. Nouridine K. Dia, Ginette M. Camara et Alain B. Mpoué, *Perspectives économiques en Afrique. Congo 2015*, Banque africaine de développement (BAfD), Centre de développement de l'OCDE et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2015, p. 3.
39. « Congo-Brazzaville : moins de recettes pétrolières mais plus de salaires… », *Jeune Afrique*, 2 février 2015.
40. International Monetary Fund, *Staff Report, op. cit*., p. 27 et 29.

Début 2015, la note souveraine du Congo a d'ailleurs été dégradée de B+ à B par l'agence *Standard and Poor's*.

Une pauvreté persistante

L'engagement du gouvernement en faveur de l'éducation et de la santé s'est traduit par la construction d'infrastructures, la gratuité d'accès à certains services sanitaires et scolaires ou encore le recrutement d'enseignants. Pourtant l'impact de ces mesures sur les indicateurs de performance sociale tarde à se concrétiser[41].

Dans l'ensemble, le FMI souligne que la croissance robuste de ces dernières années n'a pas permis une augmentation du niveau de vie de la population dans son ensemble[42]. Le rythme et la qualité de la croissance n'ont pas été suffisants pour permettre une réduction significative de la pauvreté, qui est passée de 51 % en 2005 à 46,5 % en 2011, loin de la cible de 35 % pour 2015 des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)[43]. Comme le souligne l'*African Economic Outlook*, « *le chômage et le sous-emploi continuent d'affecter une part importante de la population active en grande partie en raison, d'une part, de la nature capitalistique du secteur pétrolier et, d'autre part, de l'inadéquation entre les compétences produites par le système éducatif et la demande sur le marché du travail* »[44].

De plus, les inégalités géographiques demeurent importantes. En effet, le profil de la croissance générée par les activités pétrolières a entraîné un développement régional déséquilibré avec la concentration des activités économiques et des investissements à Brazzaville et Pointe-Noire, qui se traduit par des déséquilibres géographiques importants entre le milieu urbain et rural en termes de pauvreté et d'accès aux services publics essentiels. L'incidence de la pauvreté est de 75 % en milieu rural contre moitié moindre en milieu urbain, tandis que les opportunités économiques et les investissements restent concentrés dans les deux principales villes du pays. L'accès à l'électricité par exemple est estimé à seulement 10 % dans les zones rurales, contre près de 50 % dans les zones urbaines[45].

Un risque social et politique limité

La chute des recettes pétrolières est certes un coup dur pour le gouvernement du Congo qui compte sur elles pour poursuivre les investissements publics nécessaires à la paix sociale, surtout à l'approche des échéances électorales de 2016. Deux caractéristiques du Congo peuvent néanmoins expliquer la certaine sérénité affichée par le président. D'une part, les perspectives de croissance de la production pétrolière lui ouvrent l'accès au crédit, lui permettant par exemple de continuer à passer des contrats avec des entreprises étrangères des bâtiments et travaux publics (BTP) protégées par les garanties

41. *Perspectives économiques en Afrique. Congo 2015*, *op. cit*., p. 11.
42. International Monetary Fund, *IMF Executive Board Concludes 2015 Article IV Consultation with the Republic of Congo*, Press Release n° 15/350, 22 juillet 2015.
43. *Perspectives économiques en Afrique. Congo 2015*, *op. cit*., p. 4.
44. Ibid.
45. *Perspectives économiques en Afrique. Congo 2015*, *op. cit*., p. 12-13.

apportées par l'agence de crédit à l'exportation de leurs pays respectifs (Turquie, Brésil, Inde, etc.)[46]. Contrairement à ce qui se passe au Gabon, le gouvernement congolais parvient en partie à maintenir ses projets de développement, nécessaires dans la perspective de l'élection de 2016.

D'autre part, même si l'opposition affiche son désaccord avec le gouvernement sur la réforme de la Commission électorale, le dialogue proposé par le président avec les différents partis politiques et la société civile (notamment dans le cadre de la révision de la Constitution, nécessaire pour que Sassou Nguesso puisse se représenter à un nouveau mandat en 2016) a contribué à diviser et à affaiblir l'opposition[47]. Et cela d'autant que le souvenir, encore vif, des épisodes de violence politique dans les années 1990 rend la population assez peu disposée à se mobiliser contre le régime, malgré les difficultés économiques grandissantes (pénuries récurrentes de carburant, etc.).

3.3 Gabon

Pendant tout la décennie qui précéda le décès d'Omar Bongo en 2009, le Gabon a affiché un taux réel de croissance économique inférieur à 1 %[48]. Afin d'y remédier, le gouvernement a lancé en 2010 un ambitieux plan stratégique de développement baptisé « Plan stratégique Gabon émergent » (PSGE), qui vise à transformer le Gabon en un pays émergent à l'économie diversifiée à l'horizon 2025. Il s'appuie avant tout sur une forte augmentation des dépenses publiques (quelque 12 milliards de dollars sur 15 ans) dans les infrastructures, en particulier dans les domaines du transport et de l'électricité (identifiés comme prioritaires pour le développement de l'activité économique hors du secteur pétrolier). Il est ainsi prévu de doubler la production d'électricité (pour atteindre 1 000 MW), de construire 3 600 km de routes goudronnées (environ 500 km ont déjà été construits) et d'aménager 3 000 km de voies navigables d'ici à 2025.

Le plan prévoit également la construction d'un complexe métallurgique à Moanda-Franceville (inauguré il y a quelques mois), d'une usine de transformation du manganèse (en cours de construction) sur le site de la mine de Ndjolé, ou encore le développement de plantations d'huile de palme et de caoutchouc. Il établit enfin une zone économique spéciale (ZEC) à Nkok (près de Libreville) et une zone de libre-échange à Port-Gentil, où les entreprises bénéficient de généreuses exemptions fiscales si au moins 75 % de leur production est destinée à l'export.

Les entreprises y bénéficient aussi d'un accès privilégié et à prix réduit à l'électricité (ce qui n'est pas le cas d'une grande partie de la population). Tout cela devrait, officiellement, déboucher sur la création de 325 000 emplois (ce qui est énorme dans un pays de 1,75 million d'habitants)[49].

Ces investissements ont permis une augmentation significative de la croissance économique au cours de ces quatre dernières années. Celle-ci a été d'environ 6 % par an entre 2010 et 2014, portée par

46. « Le *made in France* n'a vraiment plus la cote chez Sassou », *La Lettre du Continent*, 2 septembre 2015.
47. Laudes Martial Mbon, « Au Congo, les ''consultations'' controversées de Denis Sassou Nguesso », *Le Monde, 5* juin 2015.
48. International Monetary Fund, Gabon Staff Report for the 2014 Article IV Consultation, 2 février 2015, p. 4.
49. *Ibid*., p. 17-18 et 34.

l'augmentation des dépenses publiques ainsi que par la bonne tenue du prix du pétrole et du manganèse (les deux principales ressources extractives du pays) sur le marché mondial[50]. Le prix du manganèse (dont le Gabon est le 4e producteur mondial) a néanmoins chuté de 30 % au cours du premier semestre 2015.

La chute du prix du pétrole devrait faire baisser le taux de croissance à 4,5 % en 2015 selon le FMI qui prévoit néanmoins que ce taux remontera à 5,7 % par an en moyenne à partir de 2016 jusqu'en 2020[51]. Cette prévision semble assez optimiste car elle repose sur l'hypothèse que les investissements publics se maintiendront au niveau prévu, ce qui semble peu probable sauf à envisager une remontée rapide et importante du prix du pétrole.

Production pétrolière en déclin, déficit budgétaire et endettement en hausse

Très dépendant des revenus pétroliers (45 % du PIB et 50 % du budget), le Gabon est particulièrement affecté par la chute du prix, d'autant que le pays connaît un déclin régulier de sa production (-7 % depuis 2011 ; -35 % depuis le pic de 350 000 b/j de la fin des années 1990) dû à l'arrivée à maturité des grands gisements[52]. La production pétrolière devrait d'ailleurs continuer à baisser de près de 10 % d'ici à 2020 en raison de l'épuisement des puits actuellement en service et de l'absence de découvertes importantes récentes[53]. La baisse de la production pourrait même s'accélérer avec la chute du prix du pétrole et la révision subséquente des programmes d'investissement des compagnies pétrolières tant dans la production (pour améliorer la productivité des champs existants) que dans l'exploration (pour en découvrir de nouveaux).

La chute du prix du pétrole, combinée au déclin de la production, arrive à un moment critique pour le gouvernement. Beaucoup d'attentes existent dans le pays en raison des promesses faites, notamment à l'approche de l'élection présidentielle de 2016. Or le gouvernement ne dispose ni d'outils permettant d'adoucir l'impact de la chute des revenus pétroliers, ni de marges de manœuvre importantes en matière budgétaires. Le Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS), responsable de la gestion des ressources du Fonds souverain de la République gabonaise (FSRG), a certes multiplié les investissements depuis son lancement en 2011.

Destiné à lisser l'épargne intergénérationnelle, ce fonds peut théoriquement, également servir de fonds de développement, dont les ressources seraient destinées à être utilisées dans le cadre de projets de développement structurants en vue d'une diversification des ressources du pays. Il n'est par contre pas destiné à jouer le rôle de fonds de stabilisation, dont les ressources seraient utilisées pour financer le budget de l'État[54].

---

50. *Ibid.* p. 26.
51. *Ibid.* p. 7.
52. BP Statistical Review of World Energy, juin 2015.
53. International Monetary Fund, Gabon Staff Report for the 2014 Article IV Consultation, 2 février 2015, p. 36.
54. « Serge Mickoto : le Fonds souverain du Gabon est avant tout destiné aux futures générations », Jeune Afrique, 21 juillet 2014.

Le Gabon a décidé début 2015 de se doter d'un fonds de stabilisation pétrolier et minier, appelé à être financé par les recettes pétrolières supérieures aux attentes et devant servir à amortir les chutes du prix. Mais faute d'avoir été alimenté lorsque les cours du pétrole étaient élevés, le fonds ne pourra pas réellement servir avant le prochain cycle haussier, probablement pas avant plusieurs années.

Comme le budget de 2015 avait été bâti sur l'hypothèse d'un baril à près de 100 dollars, le gouvernement a dû élaborer une loi rectificative pour l'adapter à la nouvelle donne sur la base d'un baril à 45 dollars[55]. Parmi les économies envisagées, le gouvernement prévoit de réduire les investissements publics. Après avoir triplé de 2010 à 2013, le montant des investissements publics a chuté de 30 % en 2014 et devrait encore baisser de 15 % cette année[56]. De fait, la plupart des chantiers d'infrastructures lancés ces dernières années seraient actuellement à l'arrêt. Le gouvernement assure qu'il s'agit de faire un audit de la dépense publique avant la poursuite des investissements et que les projets les plus importants seront maintenus, mais l'opposition y voit au contraire la preuve de l'existence d'un sérieux problème de capacités de financement que l'État gabonais chercherait à masquer[57]. Cette contraction de la dépense publique a un effet récessif sévère car il impacte directement la santé financière de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) pour qui l'État constitue le principal client[58].

Dans ses recommandations, le FMI plaide surtout pour une baisse des dépenses de fonctionnement de l'État (masse salariale des fonctionnaires notamment), ainsi que l'arrêt des subventions des carburants (qui représentent pour l'État une dépense d'un montant équivalent à 1,5 % du PIB). En 2014, le gouvernement a déjà partiellement éliminé les subventions au diesel destiné à l'industrie et s'est engagé à poursuivre dans cette voie[59].

Pour autant, il semble clair que la stratégie du gouvernement consiste pour le moment à maintenir de fortes dépenses sociales dans la perspective de l'élection de 2016, quitte à provoquer une aggravation du déficit public et une hausse rapide du niveau d'endettement.

Le déficit budgétaire est ainsi prévu à 4 % du PIB cette année, mais pourrait être plus important. En parallèle, l'endettement du Gabon augmente rapidement : à 16 % du PIB en 2011, la dette publique a atteint 27 % en 2014 et pourrait continuer à augmenter jusqu'à 50 % d'ici à 2020 si aucune réduction significative des dépenses publiques n'intervient[60]. En 2015, le gouvernement a notamment émis un emprunt obligataire de 500 millions de dollars qu'il assure être destiné à

55. International Monetary Fund, Gabon Staff Report for the 2014 Article IV Consultation, 2 février 2015, p. 11.
56. Dominique Puthod, Mouhamadou Sy et Bakary Dosso, Perspectives économiques en Afrique. Gabon 2015, Banque africaine de développement (BAfD), Centre de développement de l'OCDE et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2015, p. 6.
57. « Oyé Mba : La gouvernance du pays est calamiteuse et la gestion des deniers publics relève d'une entreprise mafieuse », *Gabon Review*, 21 août 2015.
58. Perspectives économiques en Afrique. Gabon 2015, *op. cit*., p. 3.
59. International Monetary Fund, Gabon Staff Report for the 2014 Article IV Consultation, 2 février 2015, p.40.
60. *Ibid*. p.11.

financer la construction d'infrastructures mais que beaucoup d'observateurs considèrent avoir été rendu nécessaire pour boucher les trous de trésorerie.

L'État a par ailleurs accumulé de colossaux arriérés de paiement envers ses créanciers nationaux (fournisseurs de l'État, PME en attente de remboursement de la TVA, etc.). La presse regorge de récits de chefs d'entreprises se plaignant de n'avoir rien reçu de l'État, plusieurs années après avoir soumissionné à des appels d'offres et après avoir consenti à faire les travaux qui leur avaient été commandés. Certains éprouvent des difficultés financières et n'arrivent plus à satisfaire au paiement des salaires des employés ; d'autres ont d'ores et déjà décidé de cesser leurs activités au Gabon[61].

Cette envolée de l'endettement a poussé les agences de notation à revoir à la baisse les notes du Gabon. *Fitch Ratings* et *Standard and Poor's* ont toutes deux abaissé les perspectives du pays de « stables » à « négatives » dès le fin 2014, puis abaissé la note (de BB- à B+) au cours du premier semestre 2015, ce qui va renchérir le coût de l'endettement.

Persistance d'une grande pauvreté et de fortes inégalités de répartition des richesses

Comme le souligne le FMI dans son dernier rapport sur le Gabon, « *malgré l'abondance de ses ressources naturelles et l'un des revenus par habitant les plus élevés d'Afrique sub-saharienne depuis des décennies, la pauvreté reste largement répandue et le chômage élevé* »[62]. Environ un tiers des 1,75 million d'habitants du Gabon vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Estimé à 33 % en 2013, le taux de pauvreté n'aurait pas connu d'amélioration en huit ans, et autour de 20 % de la population vit en situation de pauvreté multidimensionnelle et subit des privations cumulées en matière d'éducation, de santé et de niveau de vie.

Le Gabon, malgré son statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, présente des indicateurs sociaux relativement faibles et n'atteindra pas la plupart des cibles des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) à l'échéance prévue pour 2015[63].

En réalité, la croissance soutenue de ces quatre dernières années n'a pas permis de réduire le chômage et la pauvreté. Si le FMI souligne que la stratégie de diversification de l'économie commence à porter ses fruits en attirant des investissements directs étrangers dans les secteurs miniers, forestiers et agricoles, cela peine à se traduire par des créations d'emplois ou une meilleure redistribution des richesses[64]. Avec la disparition de la croissance due à l'effondrement du prix du pétrole, ce sont les classes sociales les plus défavorisées et les acteurs économiques les plus modestes qui semblent les plus affectés. Ainsi, alors que les PME gabonaises ont un accès très limité au crédit (inférieur aux PME de pays ayant un niveau de développement équivalent selon le FMI), la micro-finance, qui n'existait pas dans le pays avant 2006, s'est considérablement développée au cours de ces dernières années et bénéficie aujourd'hui à environ 100 000 clients.

---

61. « Le paiement de la dette intérieur toujours attendu par les PME », *Gabon Review*, 24 juillet 2015.
62. International Monetary Fund, Gabon Staff Report for the 2014 Article IV Consultation, 2 février 2015, p. 1.
63. Perspectives économiques en Afrique. Gabon 2015, *op. cit*., p. 3 et 11.
64. International Monetary Fund, Gabon Staff Report for the 2014 Article IV Consultation, 2 février 2015, p.7.

Mais l'asséchement du crédit depuis l'année dernière a entraîné un coup d'arrêt à la croissance du micro-crédit, pourtant fondamental pour le développement de l'activité économique des populations les plus démunies[65].

Particulièrement dommageable pour les plus pauvres, l'inflation (officielle) qui était inférieure à 1 % en 2013, est montée à 4,5 % en 2014. Selon les projections du FMI, elle devrait rester stable dans les années à venir, autour de 2,5 % par an[66]. Pour le gouvernement, la maîtrise de l'inflation est primordiale car les conséquences sociales d'une hausse des prix (en particulier sur les produits alimentaires, dont beaucoup sont importés) pourraient être importantes et engendrer un mouvement de contestation populaire potentiellement déstabilisateur. L'inflation (dont le taux officiel ne reflète pas nécessairement la manière dont les choses sont vécues ou perçues par la population) est l'un des indicateurs-clés à observer dans les mois et les années qui viennent.

Montée des contestations et des tensions sociales

Les facteurs de mécontentement populaire sont nombreux, tant socio-économiques que politiques. Les conditions de vie médiocres et les bas salaires ont d'ailleurs mené à des mouvements de grève dans la fonction publique et parapublique (en particulier à l'appel du principal syndicat du secteur des hydrocarbures, l'Organisation nationale des employés du pétrole (ONEP)), et ont plongé le pays dans un état de quasi-blocage fin 2014[67].

La très inégale répartition des richesses alimente le mécontentement populaire, débouchant à l'occasion sur des violences sporadiques (un mort lors des manifestations de décembre 2014, mise à sac de l'ambassade du Bénin à Libreville en avril dernier, etc.), d'autant que la mise sous coupe réglée de l'économie par le clan au pouvoir (via notamment la holding *Delta Synergie*) donne l'impression d'une confiscation encore plus grande de la richesse par une petite élite. Qualifiée de « *holding tentaculaire* »[68], *Delta Synergie* détient des participations dans la plupart des secteurs d'activité lucratifs du Gabon (assurances, banques, agroalimentaire, sécurité, transport, médicament, BTP, agriculture, matières premières, immobilier, aviation d'affaires, textile, média, vente de gaz et de pétrole, bois…)[69]. Cette société apparait ainsi comme l'instrument permettant la mainmise du pouvoir sur l'économie du pays au bénéfice exclusif du président Ali Bongo et de son entourage[70]

Alors que son principal actionnaire est le chef de l'État en exercice (Omar Bongo y détenait 37 % du capital jusqu'à sa mort), *Delta Synergie* s'est constitué un portefeuille de participation (pour plus de 25 milliards FCFA, soit près de 40 millions d'euros) au sein de 50 entreprises parmi les plus lucratives au Gabon, sans que la provenance des fonds soit claire. Le conflit d'intérêt semble permanent car en

65. *Ibid.* p.19 et 22.

66. *Ibid.* p.26.

67. « Gabon : la grève s'installe et le gouvernement subit », *Africa Energy Intelligence*, 16 décembre 2014.

68. Mays Mouissi, « Gabon : Delta Synergie, les 50 sociétés et les 34 milliards », 29 avril 2015.

69. Fabrice Arfi, « BongoLeaks : le rapport qui accuse le clan présidentiel au Gabon », *Mediapart*, 27 avril 2015.

70. Selon Mediapart, à l'origine des révélations, le capital de *Delta Synergie* serait principalement détenu par Ali Bongo et sa sœur Pascaline Bongo (19,5 % chacun).

pratique l'État gabonais attribue des marchés publics à des entreprises dont l'un de principaux actionnaires est le chef de l'État via *Delta Synergie*[71].

Risque politique aigu

Généralement présenté comme un pays politiquement stable et économiquement prospère, le Gabon apparaît en réalité comme le plus vulnérable à l'effondrement du prix du pétrole parmi les quatre pays étudiés, car cet effondrement intervient dans un contexte de défiance grandissant de la population envers le régime, en particulier depuis l'élection contestée d'Ali Bongo à la présidence en 2009. Contrairement au Congo, le Gabon n'a pas connu d'épisode (récent) de violence politique pouvant servir de repoussoir et limiter les velléités de contestation. Le régime n'a pas non plus la même capacité de répression dont dispose le régime d'Obiang en Guinée équatoriale, ce qui permet à une opposition relativement structurée ainsi qu'une société civile relativement active d'exister et d'être active, notamment en vue de l'élection présidentielle prévue en 2016.

Il existe au Gabon une opposition relativement structurée, à la fois à travers les (nombreux) partis politiques d'opposition, quelques figures emblématiques (dont Jean Ping, l'ancien président de la commission de l'Union africaine) et des mouvements de la société civile, à l'origine du mouvement citoyen « Ca suffit comme ça », semblable au groupe « Balai citoyen », qui initia les manifestations de grande ampleur qui précipitèrent la chute de Blaise Compaoré au Burkina Faso en octobre 2014.

La tentation sera probablement forte pour le régime de poursuivre les dépenses d'investissement du PSGE les plus visibles ou emblématiques afin de chercher à apaiser les tensions sociales, y compris au prix d'un important endettement qu'il faudra pourtant un jour épurer.

Les multiples scandales d'enrichissement illicites contribuent cependant à affaiblir le régime et augmentent la défiance de la population envers le pouvoir.

Ils participent aussi à alimenter une xénophobie ambiante prenant pour cible des expatriés (en particulier africains), nombreux dans le pays, et qui pourrait déboucher sur les violences incontrôlées. Au Gabon, la (relative) liberté d'action dont jouit l'opposition permet également de relayer les révélations des medias étrangers sur les pratiques quasi mafieuses du régime (via *Delta Synergie*), suscitant l'indignation citoyenne. Les manifestations, en partie à caractère xénophobe, d'hostilité au régime, qui accompagnèrent la brève garde-à-vue à Paris du conseiller du président d'origine béninoise, Maixent Accrombessi, en août 2015 en témoignent[72].

71. Sur le détail des participations de *Delta Synergie*, voir Fabrice Arfi, « BongoLeaks : le rapport qui accuse le clan présidentiel au Gabon », *Mediapart*, 27 avril 2015 et Mays Mouissi, « Gabon : Delta Synergie, les 50 sociétés et les 34 milliards », 29 avril 2015.
72. Cyril Bensimon, Christophe Châtelot, Joan Tilouine et Simon Piel, « L'encombrant bras droit d'Ali Bongo », *Le Monde*, 15 septembre 2015.

3.4 Guinée équatoriale

Une dépendance très forte envers les revenus du pétrole

Grâce aux découvertes de pétrole dans ses eaux territoriales dans les années 1990, la Guinée équatoriale (moins d'un million d'habitants) est devenue le troisième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne, derrière le Nigeria et l'Angola. Cette montée en puissance de la production entre 1995 et 2005 s'est faite dans un contexte particulièrement favorable de flambée des cours du baril, permettant ainsi à la Guinée équatoriale de connaître une croissance moyenne record du PIB nominal de l'ordre de 60 % par an jusqu'en 2012. Le pays figure aujourd'hui parmi les plus riches (en PIB par habitant) du continent africain, même si la richesse est très inégalement répartie, près des trois quarts de la population vivant toujours sous le seuil de pauvreté[73].

Le secteur des hydrocarbures assure la quasi totalité des revenus du pays (environ 85 % du PIB et des recettes budgétaires). Hors pétrole et gaz, seul se distingue le secteur de la construction qui, comme c'est souvent le cas dans les pays vivant de la rente pétrolière, s'est considérablement développé sous l'effet des investissements publics réalisés dans le cadre de projets d'infrastructure et de création de logements dans les zones urbaines. Très dépendant des pétrodollars, le secteur de la construction est néanmoins très sensible aux retournements de conjoncture. Principal pourvoyeur d'emploi, le secteur agricole demeure par contre sous-développé : largement dominé par une agriculture de subsistance, il ne couvre que 30 % des besoins alimentaires de la population, très dépendante par conséquent des importations[74].

Pour ces raisons, la Guinée équatoriale est a priori le pays de la région le plus affecté par la chute du prix, d'autant que celle-ci se conjugue avec une baisse tendancielle de la production (recul de 20 % de la production sur les dix dernières années et absence de découvertes récentes importantes)[75].

Dans une volonté affichée de diversifier l'économie, les autorités ont lancé en 2008 un Plan national de développement économique et social (PNDES), avec un « agenda pour une diversification des sources de la croissance » à l'horizon 2020. Au cours de la première phase du plan (2008-2012), d'importantes infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires ont été construites ainsi que des logements et des bâtiments publics.

Le tout fut financé quasi exclusivement par les recettes tirées des hydrocarbures. Le pays s'est ainsi doté d'un important réseau routier tant sur les parties insulaires que continentales, d'infrastructures électriques permettant de considérablement élargir l'accès à l'électricité[76], etc.

---

73. Dominique Puthod, Lauréline Pla et Glenda Gallardo, *Perspectives économiques en Afrique. Guinée équatoriale 2015*, Banque africaine de développement (BAfD), Centre de développement de l'OCDE et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2015, p. 11 et 13.
74. *Ibid*. p. 5.
75. BP Statistical Review of World Energy, juin 2015.
76. Perspectives économiques en Afrique. Guinée équatoriale 2015, *op. cit*., p. 5.

Le pays a fait également des progrès importants dans le domaine sanitaire. D'importantes dépenses de prestiges (organisation du Sommet de l'Union africaine en 2014, de la Coupe d'Afrique des Nations de football en 2012 puis 2015, etc.) ont également été engagées, qui ont certes dopé le secteur de la construction mais sans nécessairement avoir d'impact à long terme sur le niveau de développement proprement dit[77].

Récession et endettement

La Guinée équatoriale est affectée depuis plusieurs années par une récession économique profonde (-6,5 % de croissance en 2013, -0,3 % en 2014)[78]. Cette situation devrait se poursuivre au moins jusqu'en 2020 en raison de la baisse continue de la production pétrolière et de celle, parallèle, des investissements publics dans les infrastructures. Le recul devrait être de près de -10 % en 2015 puis autour de -2 % les années suivantes selon le FMI (qui reconnaît, à l'instar de la plupart des institutions internationales actives dans le pays, que, faute de données fiables, il est très difficile de faire des prévisions de croissance précises pour 2015 et 2016)[79].

Assez logiquement, les dépenses publiques, en particulier celles liées au développement des infrastructures, ont enregistré une baisse sensible depuis 2012. Elles ne représentaient plus que 20 % du PIB en 2013 contre 33 % l'année précédente[80].

Étant donnée la baisse des recettes pétrolières amorcée depuis 2013, le déficit budgétaire tend à se creuser depuis plusieurs années : il était de 8 % du PIB en 2013 et de 7 % en 2014, et devrait rester fortement élevé dans les années à venir, malgré les efforts affichés par le gouvernement pour réduire ses dépenses[81]. Ainsi le budget 2015 révisé pour tenir compte de la chute du prix du pétrole prévoit la suppression d'un certain nombre d'exemptions fiscales, un vaste plan de privatisation et une réduction des subventions aux carburants et des dépenses de fonctionnement (pouvant se traduire par une baisse du nombre de fonctionnaires)[82].

Malgré l'incertitude liée à l'opacité des comptes publics, il semblerait que les revenus du gouvernement s'amenuisent progressivement. En témoignent les gels de salaire des fonctionnaires et les retards de paiement des entreprises, le ralentissement des chantiers de constructions (dans la ville nouvelle d'Oyala par exemple, où le chômage touche durement de plus en plus d'employés), et l'augmentation récentes de certaines taxes par l'État[83].

L'*African Economic Outlook* rapporte également que le gouvernement a commencé à puiser dans les ressources externes disponibles qu'il avait engrangé sous forme de réserves officielles à la BEAC et de dépôts dans des banques extraterritoriales (*offshore*) ou nationales. La poursuite de la récession

77. *Ibid.* p. 11.

78. International Monetary Fund, *Staff Report, op. cit*., p.23.

79. *Ibidem.*

80. Perspectives économiques en Afrique. Guinée équatoriale 2015, *op. cit*., p. 11.

81. International Monetary Fund, *Staff Report, op. cit*., p. 27.

82. *Ibidem.*

83. « La Guinée Equatoriale est-elle en pénurie d'argent ? », *Jeune Afrique*, 2 février 2015.

engendrée par la baisse continue de la production pétrolière du pays et la déprime des cours mondiaux du pétrole devrait contraindre le gouvernement à continuer de puiser dans les réserves au risque de les voir rapidement s'épuiser[84].

Ainsi, s'il ne révise pas radicalement sa politique budgétaire, le gouvernement pourrait être contraint, à moyen terme, de devoir emprunter sur les marchés pour couvrir le déficit. La Guinée équatoriale dispose sur ce plan d'une marge de manœuvre plus importante que ses voisins car son endettement est réduit : probablement moins de 15 % du PIB en 2014 (même si les chiffres exacts sont, de l'avis des institutions internationales, trop peu fiables pour en avoir une estimation précise)[85]. Il y a vingt ans, avant la mise en production des gisements pétroliers, la dette s'élevait à plus de 200 % du PIB.

Inégalités sociales profondes

Particulièrement affectée par la chute du prix du pétrole, l'économie de la Guinée équatoriale est surtout marquée par de fortes inégalités sociales qui, dans un contexte de récession économique et de coupes sombres à venir dans les dépenses publiques, exposent en théorie le gouvernement à une montée du mécontentement populaire[86].

Pour autant, le régime a toujours su prendre soin d'étouffer dans l'œuf toute velléité contestataire. La Guinée équatoriale est l'un des pires pays africains en termes de respect des droits de l'homme et de liberté de la presse[87], en plus d'être l'un des plus corrompus ; ce qui limite les menaces pesant sur le régime, mais les rend aussi beaucoup plus difficiles à anticiper. Le risque que la rue s'enflamme est cependant loin d'être négligeable, notamment si certains services, comme les transports, ou les denrées alimentaires importées deviennent inabordables.

84. Perspectives économiques en Afrique. Guinée équatoriale 2015, *op. cit*., p. 3.

85. International Monetary Fund, *Staff Report, op. cit*., p. 29.

86. En 2013, le pays se classait 144e sur 187 en termes d'indice de développement humain (IDH). L'espérance de vie à la naissance n'y était que de 53 ans.

87. La Guinée équatoriale se classe 167e sur 180 à l'indice de la liberté de la presse établi par *Reporters sans frontières* (RSF).

Conclusion

Sauf événement géopolitique majeur ou revirement soudain de la stratégie suivie par l'Arabie saoudite, le prix du pétrole ne devrait pas remonter durablement dans les prochains mois. Comme tous les pays exportateurs à travers le monde, les États producteurs d'Afrique équatoriale sont durement affectés par la chute du prix du pétrole et la réduction des recettes pétrolières depuis l'été 2014, même si le Cameroun, du fait de son économie plus diversifiée et de l'importance de son marché intérieur, est mieux armé pour y faire face.

Les gouvernements ont, pendant plusieurs mois, cherché à minimiser l'ampleur des ajustements budgétaires nécessaires, arguant que la baisse du cours du pétrole ne serait que temporaire[88]. Au cours du premier semestre 2015, tous ont néanmoins dû admettre la nécessité de procéder à des révisions budgétaires se traduisant à la fois par une réduction importante des investissements publics (en particulier dans les projets d'infrastructures qui représentaient pourtant le fer de lance de leurs politiques de développement et de diversification de l'économie) et par une envolée du déficit budgétaire, qui devrait à terme entraîner une hausse (parfois très importante) de l'endettement de ces États.

Jusqu'à présent, les gouvernements se sont gardés de couper dans les dépenses de fonctionnement (en particulier le paiement des fonctionnaires) ou dans celles affectant directement les populations. La perspective des élections en 2016 au Gabon et au Congo pousse les régimes en place à essayer de temporiser. Ce faisant, ils privilégient les coupes dans les budgets des investissements de développement, avec comme double conséquence de repousser à un horizon indéterminé les perspectives de diversification de l'économie, et d'accentuer les effets récessifs de la baisse du prix du pétrole en privant le tissu économique local de l'argent des contrats publics.

Au Congo et au Gabon en particulier, les gouvernements ont visiblement comme objectif d'attendre les élections avant de prendre des mesures budgétaires impopulaires. Pour autant, les effets de la récession économique commence d'ores et déjà à se faire sentir, faisant monter le mécontentement populaire. Au Gabon, Ali Bongo, mal élu en 2009, n'a jamais bénéficié d'une légitimité forte, d'autant que les scandales de corruption et les profondes inégalités sociales qui persistent malgré le niveau élevé de richesse du pays alimentent le ressentiment dans la population. Au Congo, où les finances publiques ne sont pas en meilleur état qu'au Gabon, les manœuvres du régime pour changer la Constitution afin de permettre au président Sassou Nguesso de se représenter pour un nouveau mandat sont dénoncées par l'opposition. La rue semble cependant peu encline pour le moment de se mobiliser, en grande partie en raison des craintes d'une résurgence des violences politiques comme le pays en a connu dans les années 1990. En Guinée équatoriale enfin, le système répressif mis en place par le régime d'Obiang empêche certes le mécontentement de s'exprimer, mais pas d'exister, ce qui le rend plus difficile à détecter et à anticiper.

***

88. Voir, à titre d'exemple, l'interview donnée par Ali Bongo au quotidien *Les Echos*, 30 août 2015.

Auteur :

Philippe Copinschi

Le **Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)**, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le ministère de la Communauté française de Belgique. Créé en 1979, le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité. Il souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr, en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. <www.grip.org >